

ZYPREXA (OLANZAPINE)

AVIS D'APPROBATION PAR LE TRIBUNAL DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT DU RECOURS COLLECTIF CONCERNANT LE ZYPREXA

VEUILLEZ S'IL VOUS PLAÎT LIRE ATTENTIVEMENT LE PRÉSENT AVIS PUISQU'IL POURRAIT AFFECTER VOS DROITS

À TOUT LES MEMBRES DU GROUPE:

À tous les résidents canadiens qui ont consommé du **ZYPREXA** (Olanzapine) avant le 6 juin 2007 (ci-après appelés «**consommateurs**») ou leurs représentants personnels, héritiers, ayants cause et fiduciaires (ci-après appelés «**réclamants représentants**») ainsi que tout autre résident du Canada revendiquant le droit de poursuivre les défenderesses en raison de leur lien de parenté avec un consommateur, notamment les conjoints, les conjoints de fait, les partenaires de même sexe ainsi que les parents et enfants par naissance, mariage ou adoption (ci-après appelés «**réclamants indirects**»).

ZYPREXA (olanzapine) est un médicament antipsychotique prescrit pour le traitement de la schizophrénie, pour les troubles psychotiques apparentés ainsi que pour les troubles bipolaires I.

Veillez noter que les tribunaux de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique ont approuvé l'entente de règlement relative au Zyprexa conclue dans le cadre des recours collectifs de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique, lesquels alléguaient que *Eli Lilly Canada Inc.* et *Eli Lilly and Company* (ci-après appelées «**les défenderesses**») avaient fabriqué, commercialisé et vendu ZYPREXA de manière négligente, sans avertissement approprié quant aux risques allégués de diabète et de troubles reliés potentiellement associés à sa consommation.

Les défenderesses nient les allégations des requérants et nient toute conduite fautive ou responsabilité. Le tribunal n'a pas pris position sur le bien fondé ou la valeur des réclamations ou des défenses de part et d'autre. Les allégations faites par les requérants n'ont pas été prouvées devant le tribunal.

Si vous désirez obtenir un exemplaire de l'entente de règlement, une copie est disponible sur les sites Web des avocats des groupes aux adresses www.classaction.ca (anglais et français), www.classproceedings.ca et www.poynerbaxter.com, ou peut être obtenue des avocats des groupes mentionnés ci-dessous ou de l'administrateur des réclamations.

Le présent avis ne constitue pas un avis médical. Les patients qui se sont fait prescrire **ZYPREXA** devraient consulter leur médecin s'ils ont des questions relativement à leur condition médicale et ils ne devraient pas cesser l'usage du Zyprexa sans avoir consulté leur professionnel de la santé.

Pour être admissible à recevoir un paiement, les membres du groupe, y compris les consommateurs, les réclamants représentants et les réclamants indirects, doivent soumettre une réclamation à l'administrateur des réclamations au plus tard le 28 octobre 2010 de la façon indiquée ci-après.

RÉSUMÉ DE L'ENTENTE

- Les défenderesses, bien qu'elles n'admettent aucune responsabilité, verseront un montant approximatif de 17 750 000,00 \$, sujet à un possible remboursement ou à un paiement additionnel afin de régler les réclamations de tous les réclamants éligibles (consommateurs, réclamants représentants ou réclamants indirects).
- Les réclamants pourront être éligibles à recevoir des paiements de règlement s'ils ont pris du ZYPREXA avant le 6 juin 2007 et ont subi un préjudice indemnisé aux termes de l'entente de règlement, notamment: diabète, hyperglycémie, acidocétose ou pancréatite.
- Le montant des paiements sera en fonction du nombre total de réclamations approuvées et de la gravité des préjudices.
- Toute allégation ou défense fondée sur les lois de prescription fera l'objet d'une renonciation pour les membres des groupes participant au règlement.
- Les membres des groupes auront jusqu'au 28 octobre 2010 pour présenter une réclamation.
- Les réclamants indirects pourraient recevoir des paiements de règlement.
- Les assureurs-santé provinciaux se partageront 2 250 000,00 \$, montant qui constituera l'acquittement total des services médicaux prodigués ou devant être prodigués aux consommateurs éligibles.

EXCLUSION – RÉSIDENTS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE SEULEMENT

La date limite pour s'exclure du recours est déjà échuée dans toutes les provinces, exceptée la Colombie-Britannique.

Toute personne qui est visée par la définition de «groupe» en Colombie-Britannique sera automatiquement incluse dans le groupe à moins qu'elle s'en exclue elle-même («**exclusion**»). Pour s'exclure, un membre du groupe de la Colombie-Britannique devra remplir, signer et retourner un «**formulaire d'exclusion**» portant la marque postale ou remis à un service de messagerie au plus tard le 28 septembre 2010. Si un membre du groupe de la Colombie-Britannique ne s'exclut pas à temps ni de la bonne façon et ne soumet pas une réclamation à temps ni de la bonne façon selon l'entente de règlement, il lui sera impossible de recevoir une indemnité aux termes de l'entente de règlement et d'engager des poursuites contre les défenderesses et les parties quittancées relativement à la consommation du Zyprexa.

HONORAIRES JURIDIQUES

Les tribunaux de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique ont consenti aux avocats des groupes une somme de 5 395 671,79 \$ en honoraires juridiques, débours et taxes applicables. Les services des avocats des groupes n'ont été retenus qu'en fonction des résultats. Ils sont responsables du financement de tous les débours engagés dans le cadre du présent litige. Conformément à l'entente de règlement, les défenderesses conviennent de payer jusqu'à 4 500 000,00 \$ à l'égard des honoraires juridiques des avocats des groupes ainsi que jusqu'à 500 000,00 \$ à l'égard des débours.

Les réclamants ne sont pas responsables des frais juridiques encourus à ce jour. Les réclamants peuvent, sans être tenus de la faire, retenir les services de leur propre avocat afin de les aider à présenter des réclamations individuelles

aux termes de l'entente de règlement. Ils peuvent également déterminer qu'il n'est pas nécessaire de retenir les services d'un tel avocat. La soumission d'une réclamation aux termes de l'entente de règlement sera considérablement moins complexe et moins coûteuse que l'institution d'une poursuite individuelle. Dans l'éventualité où les réclamants ressentent le besoin de requérir les services d'un avocat, ils seront responsables d'acquitter les honoraires juridiques de tout avocat dont ils retiennent les services afin de préparer leur réclamation.

**ÉCHÉANCES
IMPORTANTES**

Le 28 septembre 2010 – Date limite d'exclusion de l'entente de règlement pour les réclamants de la Colombie-Britannique.

Le 28 octobre 2010 – Date limite pour déposer une réclamation.

Compte tenu de ces échéances, vous devez agir sans délai.

**INFORMATIONS
ADDITIONNELLES**

Vous trouverez une version complète de l'entente de règlement, incluant un ensemble de documents donnant des instructions détaillées sur la façon d'obtenir un formulaire de réclamation ou un formulaire d'exclusion, sur les sites Web des avocats des groupes aux adresses www.classaction.ca (anglais et français), www.classproceedings.ca et www.poynerbaxter.com. Pour obtenir une copie papier de l'ensemble de documents donnant des instructions détaillées ainsi que le formulaire de réclamation ou le formulaire d'exclusion, veuillez communiquer avec l'administrateur des réclamations au : Zyprexa Settlement, c/o Service de Recours Collectifs Crawford, 3-505, 133 Weber St. N. Waterloo ON N2J 3G9 Téléphone: 1-877-739-8933 email: Zyprexa@crawco.ca

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez s'il vous plait contacter les personnes travaillant auprès des avocats des groupes dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous:

Dans toutes les provinces autres que la Colombie-Britannique ou le Québec:	Siskinds LLP 680, Waterloo Street London ON, N6A 3V8 Matthew Baer Tel: (800) 461-6166 poste:7782 Email: matt.baer@siskinds.com	En Colombie-Britannique :	Poyner Baxter, LLP 408-145, Chadwick Court North Vancouver, BC V7M 3K1 Ken Baxter Tel: (604) 988-6321 Email: info@poynerbaxter.com
	Stevenson LLP 144, Front Street West, Bur. 400 Toronto, ON M5J 2L7 Daniel McConville Tel.: (866) 940-8329 Email: dmconville@stevensonlaw.net	Au Québec:	Siskinds, Desmeules, LLP 43, rue De Buade, Bur. 320 Québec, Québec G1R 4A2 Nathalie Boulay Tel.: (418) 694-2009 Email: nathalie.boulay@siskindsdesmeules.com

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS A ÉTÉ AUTORISÉE PAR
LES COURS DE JUSTICE DE L'ONTARIO, DU QUÉBEC ET DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**